



Human Dimension Implementation Meeting

Warsaw, Poland. 22 September – 3 October

Working session 3

Au sujet des libertés d'association pacifiques l'actualité dramatique en Syrie et en Irak nous amène a nous poser la question suivante : comment les pays a l'ouest de Vienne en sont-ils arrives a devenir producteurs et exportateurs de jihadistes ?

Une partie de ceux qu'il faudrait plus justement nommer des assassins islamiques tuent aujourd'hui en raison d'une éducation reçue le plus souvent dans nos pays. Education délivrée par des associations n'ayant eu aucune activité violente et tombant donc sous la dénomination "d'associations pacifiques".

Nous savons, par exemple, que les Frères Musulmans ouvrent aujourd'hui impunément des établissements d'éducation dans toute l'Europe en utilisant des organisations façades. C'est pourtant une organisation ayant des finalités anti-démocratiques parfaitement connues.

Avoir des activités pacifiques de promotion de la charia, donc menaçant de manière évidente les droits de l'Homme et la forme démocratique de nos sociétés est semble-t-il aujourd'hui une activité protégée au nom d'une conception dévoyée des droits de l'Homme.

Dévoyée car elle méconnaît l'article 30 qui dit : *Aucune disposition de la présente Déclaration ne peut être interprétée comme impliquant, pour un Etat, un groupement ou un individu, un droit quelconque de se livrer à une activité ou d'accomplir un acte visant à la destruction des droits et libertés qui y sont énoncés.*

Diffuser pacifiquement la charia, qui comprend des incitations multiples a la violence, est aujourd'hui un abus de droit non punissable qui pourtant se paye en sang humain a l'étranger, et en dislocation sociale et culturelle chez nous. Qu'attendons-nous pour protéger les vies et la Démocratie ?

Recommandation de l'ICLA à l'OSCE :

Que l'OSCE incite les pays participants à élaborer des législations non équivoques permettant d'interdire les activités éducatives promouvant la charia ainsi que le permettent les articles 9 et 10 de la Convention Européenne des Droits de L'Homme.